



**Fédération S.E.P.A.N.S.O. LANDES**  
Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (Landes)  
1581 route de Cazordite, 40300 CAGNOTTE

*De la Nature et des Hommes*

[www.sepanso40.fr](http://www.sepanso40.fr)



Communiqué de presse - Mercredi 6 février 2019

## **Dragage barbare du lac d'Hossegor : La SEPANSO a lancé les nouvelles procédures permettant la suspension des travaux**

Malgré l'ordonnance de référé du 21 décembre 2018, MACS poursuit les travaux jour et nuit. **Ce qui était hier un dragage éclair, destructeur de l'écosystème, est devenu un dragage barbare, aux cadences folles, même de nuit, dangereux pour la santé, abandonnant les sédiments du lac pollués et noirâtres sur une plages atlantique très dégradée comme on peut le voir chaque matin (cf photos du communiqué précédent).**

**Pour que le juge des référés puisse enfin prendre des mesures d'injonction sous astreinte, la SEPANSO a adressé une requête sur le fond concernant l'arrêté complémentaire du 21 janvier 2019, et une nouvelle requête en référé pour obtenir l'exécution sous astreinte.** La seconde action en référé de la SEPANSO n'avait pas permis d'obtenir satisfaction car nous n'avions pas contesté l'arrêté complémentaire.

Ces requêtes devraient être examinées rapidement, permettant à cette procédure d'aboutir favorablement, pour suspendre un chantier nocif jusqu'à l'examen au fond du dossier par la justice.

**Pour Georges Cingal, Président de la Fédération SEPANSO Landes,**

*« L'ordonnance de référé du 21 décembre aurait du faire suspendre les travaux de dragage, pour des raisons de pollution. Au lieu de cela, non seulement le dragage a repris, mais il s'effectue jour et nuit, dans des conditions sanitaires et environnementales catastrophiques, avec une multiplication des cadences qui n'a que faire de la biodiversité.*

*Ce n'est plus un dragage éclair, c'est un dragage barbare, contre-exemple absolu des engagements de l'Etat pour la planète et de tous les discours actuels en faveur de l'environnement. La réalité est sous nos yeux : la justice est rendue mais elle est ni respectée par des élus, ni respectée par ceux qui devraient la faire appliquer. Demain, il faudra qu'elle le soit. Alors nous pourront reprendre une concertation autour d'un projet respectueux et pluriannuel».*

Contact presse : José Manarillo, Fédération SEPANSO Landes